

ÉGLISE-WALLONIE

ÉDITORIAL

Pour revitaliser la démocratie

Comme association de fait ne comptant que des membres bénévoles, le mouvement Église-Wallonie n'est pas parmi les associations, mouvements et services d'éducation permanente reconnus et subsidiés par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Mais il se sent proche de pas mal d'entre eux. Le montre encore le présent Bulletin sortant à nouveau avec un peu en retard (cf supra), mais avec un contenu lié à la fois à des actualités et à divers héritages. De plus, entre les informations qui suivent, il y a visiblement un lien - quelle que soit la couleur que nos lecteurs voudront lui donner - puisqu'elles montrent combien, s'engagent pour la bien nécessaire revitalisation de la démocratie des femmes et des hommes qui forment la société civile ou plutôt la vie associative. Car tout comme l'appellation « Communauté internationale » à un autre niveau, celle de « société civile » est parfois trop floue. Pour reprendre un éditorial d'Inter-Environnement Bruxelles (IEB) (1), « la société civile, c'est un signifiant vide ! ». Et d'ajouter : « certaines déclarations présentent la société civile comme le chevalier blanc

de la démocratie libérale, elles suggèrent qu'un consensus existe au sein d'un maelström d'organisations. (...) la démocratie ne peut jamais être consensuelle. Un climat lénifiant ne garantit en rien une politique favorable pour le plus grand nombre. Ce sont les divergences et les délibérations qui en découlent qui permettent aux sociétés d'adopter de nouvelles normes, éventuellement plus justes. De conclure son éditorial par cette proposition : « Plutôt que d'être invités ponctuellement à titre subsidiaire, il nous paraît important de remettre en place des institutions où la parole des citoyens puisse être structurellement entendue. Puisqu'une élection se gagne davantage sur des clivages politiques (et sur du marketing politique au sens le plus abrupt NDR) que des projets particuliers, il est nécessaire que nos édiles puissent prendre en compte des opinions divergentes à l'issue de moments organisés. ». Et de situer le rôle d'IEB dans ce processus : « être une interface active et réflexive entre citoyens et gouvernants ».

Pour ce qui est de l'Église catholique, les membres d'Église-Wallonie estiment en faire partie et en connaissent l'organisation hiérarchique, sans doute pas toujours aisément acceptée. Car, sur base de l'annonce de la Bonne Nouvelle contenue dans les Évangiles, ils considèrent avant tout que cette Église est faite d'une « multitude de communautés qui se réunissent au nom de Jésus-Christ » et ils s'engagent à faire

de celles-ci et avec d'autres « un lieu d'accueil, de fraternité et de partage, en solidarité avec les autres Églises locales et les communautés humaines qui œuvrent pour un monde plus juste et plus fraternel ».

Aussi, à propos des demandes en faveur de l'ordination d'hommes mariés qui ont été avancées en vue du Synode des évêques pour l'Amazonie et ont été notamment reprises par le Conseil Interdiocésain des Laïcs (dont Église-Wallonie est membre) (2) pour la raison qu'il manque d'entraîneurs, il s'avère que, toujours selon le vocabulaire sportif, il faut pouvoir compter à la fois sur des entraîneurs et sur des équipes. Tant en société qu'en Église. Et des entraîneurs et équipes pratiquant le Voir-Juger-Agir ou le Penser-Organiser-Agir choisi par un réseau interdisciplinaire de jeunes chercheurs mis sur pied à l'issue d'un colloque sur « Quel l'humanisme pour demain ? » tenu au Bénin en 2017.

Puisse y contribuer le contenu du présent Bulletin, mais aussi les initiatives du mouvement Église-Wallonie dont les membres aimeraient pouvoir compter de nouveaux adhérents et adhérentes !

(1) *Bruxelles en mouvements*, n°301, juillet-août 2019.

(2) Le site Web du CIL a été entièrement refondu : www.cil.be

ACTIVITÉS

Le Comité du mouvement Église-Wallonie tiendra sa prochaine réunion le samedi 16 novembre. Il y sera à nouveau question des contacts pris et à prendre pour augmenter le nombre de membres du mouvement, spécialement à Liège et parmi les femmes, pour pouvoir contribuer davantage au travail en réseaux au sein de la Wallonie et plus largement grâce à la poursuite de la réalisation de divers outils permettant le partage de contributions du mouvement et autres bien au-delà de milieux chrétiens. Il y sera aussi question de la poursuite de l'adhésion d'Église-Wallonie au Réseau International pour une Économie humaine (RIEH).

FAITS ET OPINIONS

L'humain au centre à l'ACRF

« Tous humains ! Tous différents ! Tous égaux ? » était le thème des journées d'étude tenues en septembre au centre de La Marlagne, à Wépion, par l'Action chrétienne rurale des femmes ou ACRF, qui fait partie des trois cents mouvements, associations et services d'éducation permanente reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles et qui continue à mettre en route des femmes de diverses générations à travers toute la Wallonie.

Pour approfondir ce thème, appel avait été fait à diverses personnalités, à savoir :

- le Français **Guy Aurenche**, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, mais aussi président d'honneur de l'Action chrétienne pour l'abolition de la torture (ACAT) et ancien président de l'ONG Comité catholique contre la faim et pour le développement ou CCFD -Terre solidaire, déjà venu en Belgique à l'invitation de Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble, notamment lors de la campagne d'Avent de 2019 sur les Droits humains. Sur base de son dernier livre « Droits humains: n'oublions pas notre idéal commun ! » paru en 2018 pour les

septante ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme », Guy Aurenche a traité des origines, enjeux et évolution des désormais davantage dénommés droits humains ;

- **Françoise Tulkens**, ancienne juge belge à la Cour européenne des droits de l'homme a traité du sujet « Droits humains, une déclaration de principe qui n'ennuie personne » !
- **Ariane Estienne**, jeune Bruxelloise formée en sciences politiques et journalisme, nouvelle présidente du Mouvement Ouvrier Chrétien, nom parfois contesté en son sein, a décrit les enjeux majeurs de la société d'aujourd'hui.
- **Claude Rolin**, ex-secrétaire général de la CSC et ex-député européen connaissant bien le monde rural a invité à passer de la théorie à la pratique.

Dans son exposé, Ariane Estienne a avancé que nous vivons dans une période de transformation comparable à celle de l'industrialisation. De là l'existence de discours différents sur l'avenir du travail, des connaissances, des ressources naturelles, des services collectifs concernant la santé, l'éducation et la mobilité, mais sans nouveaux impôts d'après le nouveau gouvernement wallon, ainsi qu'à propos des migrations et de la répartition des richesses entre les gagnants et les perdants de la mondialisation et avec la problématique transversale de l'écologie. Cf l'injustice fiscale dénoncée notamment par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (spécialement lors de la Journée mondiale du 17 octobre NDR).

Dès lors, tous les systèmes actuels sont à bout de souffle et il faut penser à de nouveaux modèles avec le concours des corps intermédiaires. Et envisager un défi se déclinant comme suit :

-le défi démocratique. Car les résultats des élections du 26 mai, avec de nombreuses abstentions, et des contestations d'extrême droite et de gauche, montrent que la majorité de la population n'est plus représentée politiquement et qu'il faut réinventer des lieux de délibération – ce que contestent des NVA et Vlaams Belang – et procéder à une ré-humanisation par les droits, spécialement vis-à-vis des personnes précarisées, dont les femmes et les migrants,

-le défi de solidarité et de redistribution à propos duquel la présidente bruxelloise du MOC Wallonie-Bruxelles avance que, dans le cadre de la Belgique, la régionalisation est une mauvaise idée qui appauvrit et s'y

oppose en ce qui concerne l'Enseignement et la Culture ou en d'autres domaines sans doute à refédéraliser. Mais elle reconnaît l'existence dans toutes les familles politiques de discours régionalistes qu'elle qualifie de « romantiques » et « émotionnels », vis-à-vis desquels « il faut avancer », y compris au MOC,

- **le défi écologique**, qu'elle voit donc comme transversal et passant par un changement dans une approche du développement qui n'appauvrit plus les plus faibles.

Dès lors, Ariane Estienne considère la notion de droit comme étant fondamentale pour changer de modèles. À titre d'exemple, elle cite la Caravelle des droits des femmes ayant circulé à travers le mouvement Vie féminine sur base d'une démarche découverte auprès de femmes au Maroc à propos des violences et de la précarité dont elles étaient victimes.

Selon la présidente du MOC, il y a de nouveaux droits à créer autour de la Sécurité sociale et à rechercher dans le travail d'éducation permanente, à travers des mobilisations encore possibles dans un monde plus individualisé et les renforcements du monde associatif, des corps intermédiaires et des solidarités.

Au sujet de l'éducation permanente, elle note qu'une réforme entamée en 2018 au niveau Wallonie-Bruxelles prend en compte les exigences qualitatives et les collaborations entre les acteurs. Et elle plaide pour des structurations par thèmes, par thématiques et par milieux, sans une trop grande professionnalisation et avec moins de concurrences.

Selon elle, il y a à la fois des urgences et des réponses à dégager dans un temps plus long, alors que les partis manquent eux de visions à long terme, qu'il faut donc alimenter ceux-ci et mettre en place des rapports de force. Car s'il y a les mobilisations pour le Climat et pour une meilleure gouvernance, tout n'est pas gagné et il faudra rester vigilants. De là le besoin d'une stratégie d'actions, petites et grandes, pour prendre le système par surprise et le changer vis-à-vis des pouvoirs politiques, des multinationales et autres.

En réponse à une question sur les apports des leaders religieux dans la lutte pour la sauvegarde de la Terre et de ses habitants, dont le pape François avec son « Tout est lié », son encyclique « Laudato Si' » et son appui aux mouvements populaires, A. Estienne a signalé que le MOC assume son passé, mais veut participer à la réduction des

pilliers de la société belge en bonne intelligence et pour relancer des conquêtes de la Gauche qui, lors des dernières années, n'a qu'évité des catastrophes. Et tandis que le MOC participe à des Semaines sociales internationales aux côtés de mouvements plus étiquetés chrétiens.

Dans son exposé, traitant des droits humains et de la démocratie, Claude Rolin a présenté un nouvel acte de foi en l'éducation permanente.

Au sujet des droits humains, il en a relevé des critiques concernant un appauvrissement de l'émancipation, le fait de la propriété considérée comme un droit inviolable, les conditions liées au marché libre, le camouflage des logiques des sociétés libérales, une vision purement occidentale et aussi le fait que ces droits ne peuvent pas s'imposer ni remplacer une politique. Mais il a ajouté qu'ils sont générateurs de démocratie et qu'il faut lutter pour étendre les droits du travail, de grève, des femmes, à l'éducation, des immigrés, des détenus et les droits écologiques. Et de rappeler la convention européenne des droits de l'homme de 1950, la charte sociale européenne de 1961 et celle des droits fondamentaux de l'Union européenne de 2000 qui reprend les principaux éléments de celle de 1961 et a la même force que les traités depuis 2009.

Claude Rolin a encore souligné l'importance des libertés démocratiques qui ont permis d'améliorer la condition humaine dans les sociétés occidentales, mais qui restent formelles si elles se combinent avec la pauvreté, l'insécurité de l'emploi et l'insécurité sociale. Comme il l'avait déjà fait lors de la conférence qu'il a donnée en mars dernier à Namur, à l'invitation d'Église-Wallonie, Claude Rolin a aussi parlé de la crise de la démocratie représentative, de celles de la sociale-démocratie et de la démocratie chrétienne ou encore de la non-adaptation du referendum à la complexité toujours plus grande de notre monde (cf le Brexit) ainsi que de la mise en cause des partis politiques, des syndicats, des ONG et des associations. (1) Et il a situé la question du travail et la question sociale au centre de la question démocratique. Enfin, pour Claude Rolin, l'éducation permanente s'avère être l'outil de la revitalisation démocratique, même si elle rencontre de nombreuses difficultés en matière de mobilisation, d'interconnexion des acteurs et d'implication des citoyennes et des citoyens.

Lors de ces Journées de l'ACRF a été relevé tout l'intérêt de partenariats. L'a notamment indiqué la déléguée du mouvement français Chrétiens en monde rural – CMR qui compte quelque sept mille membres et est notamment membre d'un Collectif pour une réforme de la Politique Agricole Commune au plan européen.

(1) Voir compte-rendu de l'intervention de Claude Rolin : « Pour construire L'Europe Sociale », *Bulletin d'Église-Wallonie*, n°1/2019, pp. 3-7.

Dimanche sans voiture

Dimanche 22 septembre, clôture et point d'orgue de la Semaine européenne de la Mobilité (16-22 septembre). Y ont participé près de 50 communes de Flandre, les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ... et 3 communes en Wallonie : Mons, Ath et Libramont. La VRT rappelle que les premières journées sans voiture sont liées à des crises pétrolières : en 1956 (crise de Suez et blocage du Canal), en 1973 (guerre du Kippour), ensuite plus rien jusqu'en 1997 : en Islande, l'objectif étant alors autre : sensibilisation aux impacts de l'utilisation de la voiture sur la santé et l'environnement. Alors, en Wallonie, il reste à mettre le grand braquet !

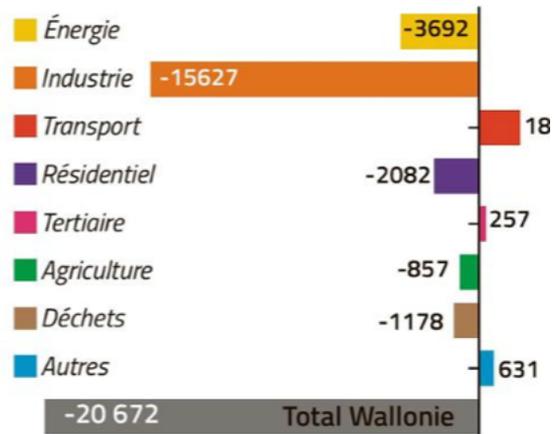
Une planète sans SUV !

L'Agence internationale de l'énergie dénonce fermement la hausse des ventes de véhicules SUV (Sport Utility Service). Il y a aujourd'hui plus de 200 millions de SUV dans le monde, contre 35 millions en 2010. Selon l'Agence, les SUV sont « le deuxième facteur contribuant à l'augmentation des émissions mondiales de CO2 depuis 2010, après le secteur de l'énergie ». L'immatriculation des SUV est passée en Belgique de 11,50% en 2010 à 21,40 en 2015 (soit 107.274 véhicules) selon la Febiac. Pour les trois premiers mois de 2018, les SUV représentaient 34,3% des immatriculations !

Cette situation est à mettre en relation avec les émissions de CO2 entre 1990 et 2017. La baisse des gaz à effet de serre est de 36,9% en Wallonie, alors qu'elle est de 22 au niveau national. Comme l'écrit *L'avenir* du 17 octobre 2019 « CO2 wallon : un bon bilan, piètres causes ». En effet, la baisse est fortement liée au déclin industriel (un peu à l'amélioration des processus de production).

Le secteur des transports est celui qui nécessite le plus d'effort. Et l'on boucle ici sur les SUV dont l'augmentation pourrait selon l'Agence internationale de l'énergie « ralentir

ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS entre 1990 et 2017
(en kilotonnes de CO2- équivalents) par secteurs



le développement du parc des véhicules propres et efficaces. ».

Une ouverture dans la **Déclaration de politique régionale** du nouveau gouvernement : « Les taxes de circulation et de mise en circulation seront revues, à fiscalité globale inchangée, pour les moduler en fonction des émissions de CO2 et de la masse / puissance. L'objectif est notamment d'encourager des voitures moins puissantes et moins lourdes et dès lors moins polluantes. » (p. 68). Un souhait : que le fait de mettre trois ministres d'accord (mobilité, budget, climat) ne freine pas la mise en œuvre rapide de cette objectif de l'accord gouvernemental. Ce sera tout du bon pour le climat et pour la circulation et les espaces publics perturbés par le nombre (et le volume) de ces SUV ! La réforme structurelle de la fiscalité automobile fait l'objet de nombreuses propositions et débats, voir ainsi Collège régional de Prospective de Wallonie, Institut Destrée, Bifurcations 2019 et 2024, Comment accélérer le redressement de la Wallonie, Namur, Congrès du 4 décembre 2018 (http://www.institut-destree.eu/wa_files/waldeal_luc-marechal_mobilite-et-fiscalite_2018-10-01.pdf).

(Source : *L'avenir*, *Actu-environnement* (FR), *L'écho*, *Déclaration de politique régionale 2019-2024*)

L'Afrique du Sud, miroir du monde

Lors des années de lutte contre l'apartheid, qui coïncidèrent quasiment avec celles de la Guerre froide, il fut relevé que l'Afrique du Sud était comme un miroir du monde. S'y opposaient, en effet, les partisans d'un régime se voulant défenseur de la civilisation chrétienne et les militants communistes du pays et d'ailleurs rejoints par bien d'autres alliés soutenus ou critiqués dans leurs entourages. Et c'est aussi de l'Afrique du Sud comme miroir avec ses ombres et ses lumières qu'a parlé le frère dominicain **Philippe Denis** lors du cours ouvert au public le 3 octobre dernier au centre international de pastorale et de catéchèse Lumen Vitae à Namur.

Ancien chargé de projets à Entraide et Fraternité, et ancien président du groupe de travail Afrique australe des organisations catholiques pour le développement, Jacques Briard a rappelé que Philippe Denis était Liégeois de naissance, historien de formation et ancien chroniqueur religieux du journal *Le Soir*. Vivant en Afrique du Sud depuis 1988, Philippe en a acquis la nationalité. Après avoir enseigné à de futurs religieux de diverses congrégations, il est devenu professeur de l'Université du KwaZulu-Natal. Il a promu l'histoire orale et spécialement celle des victimes du sida dont il s'est montré solidaire jusqu'à devenir père adoptif. Ayant traduit en 1991, avec l'aide d'Entraide et Fraternité, le livre « Dieu en Afrique du Sud » de son confrère **Albert Nolan**, Philippe Denis est aussi l'auteur et le coauteur d'ouvrages publiés en anglais sur **Mgr Hurley**, qui fut archevêque de Durban, grande figure du concile Vatican II, président des évêques catholiques d'Afrique australe et ferme opposant au régime de l'apartheid.

Après avoir salué l'auditoire en zoulou, Philippe Denis a montré que l'Afrique du Sud continue à être à la croisée des chemins avec de considérables atouts et aussi des défis à relever. Pour lui, l'Afrique du Sud peut aujourd'hui parler à d'autres peuples à propos de l'obsession du mur qui avait été promue à l'extrême chez elle, a coûté beaucoup de souffrances et a échoué, mais il y a à présent comme une amnésie de l'histoire. Or, celle-ci a été marquée d'abord par une négociation politique entre Sud-Africains, y compris au sujet de la redistribution des terres certes incomplète, mais moins ratée qu'au Zimbabwe, et ensuite

par la mise en place d'un gouvernement d'union nationale conduit par **Nelson Mandela** avec beaucoup de sagesse et de respect des lois.

Un autre point positif a été la création et les audiences publiques de la Commission Vérité et Réconciliation présidée par l'**archevêque anglican Desmond Tutu** (et avec comme un des vice-présidents le pasteur Borain, aux racines wallonnes NDR). À propos de cette Commission, Philippe Denis a parlé d'un processus important, certes pas parfait, mais mieux réussi que dans les autres pays où il a été vécu.

Pour ce qui est des relations actuelles entre Sud-Africains, Philippe Denis les considère comme relativement faciles dans le cadre d'une vie sociale mélangée avec une classe moyenne plutôt stable, mais des pauvres qui restent entre eux. Il reste donc une ségrégation.

Comme autres succès sont cités le développement des infrastructures, celui des distributions d'eau et la construction de nombreuses maisons.

Par contre, la corruption constitue un grave problème à la fois politique, administratif, économique et légal, avec l'existence de dessous de table et la baisse de la qualité des services publics, y compris dans la jolie ville de Pietermaritzburg, au KwaZulu-Natal.

Ce problème est lié à la reconversion de ceux qui appartenaient aux services secrets, comme l'**ex-président Zuma** écarté en 2017 du pouvoir et de la direction du Congrès National Africain (ANC) ainsi que certains de ses proches. Alors qu'on a parlé de la capture de l'État, à propos de laquelle Desmond Tutu avait vu clair. Mais les piliers que sont la Justice, la Presse et la société civile ont tenu bon et mieux que dans certains pays, comme, par exemple, l'Italie.

Ancien syndicaliste devenu riche homme d'affaires, **Cyril Ramaphosa** est revenu à la politique, à la tête de l'ANC et de l'État en nommant de nouveaux dirigeants aux Finances et à l'Énergie. Mais il doit tenir compte d'une dissidence jusque dans son entourage et de la montée d'une dangereuse opposition populiste, comme on en connaît ailleurs dans le monde ! Et alors qu'elle a des atouts économiques, l'Afrique du Sud connaît une relative dépression.

Dès lors, Philippe Denis exprime-t-il une grande tristesse devant les scandales ayant frappé le pays et le fait que les pauvres augmentent et souffrent de plus en plus, que les hôpitaux sont malades et que l'Enseignement est donné dans de très mauvaises conditions. Mais il souligne qu'il y

a de nouveaux mouvements sociaux autres que le dangereux courant populiste. Et tout en estimant que l'avenir de l'Afrique du Sud est incertain, il relève que les sentiments ethniques y sont moins présents qu'en Afrique et même ailleurs.

C'est en ces termes que Philippe Denis termine le très intéressant article « Réconciliation en Afrique du Sud : vingt-cinq après l'avènement de la démocratie » paru dans le n°6 (2019) de La Revue Nouvelle : « Des tensions demeurent, certes, ces dernières années notamment, mais à l'échelle du monde l'Afrique du Sud reste un modèle à imiter. ».

Un économiste et la transition écologique

Économiste français spécialisé en économie financière, et notamment à l'usage des mathématiques en finances, **Gaël Giraud** a occupé jusqu'à fin 2019 la fonction de chef économiste à l'Agence française de développement (AFD). Jésuite, il est professeur en de nombreuses universités. Outre ses travaux sur les marchés financiers, il s'est intéressé à l'énergie, à la transition écologique. À l'AFD, il a développé avec une équipe un nouvel outil de modélisation économique qui intègre les enjeux de la transition écologique : GEMMES (General Monetary and Multisectoral Macrodynamics for the Ecological Shift).

« Vingt Propositions pour réformer le capitalisme » lui a valu la nomination pour le prix du meilleur jeune économiste 2009 décerné par le journal Le Monde et le Cercle des économistes.

Il est membre du Centre de recherche et d'actions sociales (CERAS) à Paris, éditeur de la revue Projet. Le directeur du CERAS, **Marcel Rémon** s.j., est également professeur à l'UNamur.

Autant de bonne raison de l'écouter ou le lire, à la radio – Il était une foi... Le défi climatique, 23 septembre 2019 par **Manu Van Lie**. Émission diffusée dimanche 22 septembre à 20h sur la Première. Alors que le défi climatique est plus urgent que jamais, les comportements peinent à évoluer. C'est pourtant à tous les niveaux que les choses doivent bouger. Gaël Giraud, prêtre et économiste français, invite chacun à prendre ses responsabilités. Tout en gardant l'espérance. Réalisation et présentation : **Vincent Delcorps** et Manu Van Lie. Accès à

l'émission radio : <http://rtbf-pod.l3.freecaster.net/pod/rtbf/geo/open/l/ljdGYSb9nE.mp3>

dans la Presse écrite :

Article de Vincent Delcorps : « **Gaël Giraud : 'Écologie : seule la coopération nous sauvera'** », paru dans le journal Dimanche du 23 juin 2019, <https://www.cathobel.be/2019/06/18/gael-giraud-ecologie-seule-la-cooperation-nous-sauvera/> ou encore par le même interviewer, « Gaël Giraud, 'Seule la coopération nous sauvera' », Centre AVEC, n°130, septembre 2019, p. 8-15.

« Gaël Giraud, économiste. 'On va vers une régulation par le désastre' », dans Imagine. Demain le monde, n° 193, septembre-octobre 2019, p. 32.

Gaël Giraud et **Jean-Marc Sauvé**, « Sauver la planète ou les banques ? », dans Le Monde, 27 septembre 2019, p. 12.

CNCD, Opérations 11.11.11 et Justice fiscale

Le Centre National de Coopération au Développement a dans son nom celui de l'Opération 11.11.11 destinée à soutenir des programmes et projets de développement dans plus de pays du Sud que ceux retenus par la coopération au développement de la Belgique qui représente désormais seulement 0,44 % du revenu national brut contre la moyenne européenne de 0,47. Car le CNCD 11.11.11 appuie les actions de quelque nonante ONG de Bruxelles et de Wallonie ainsi que des milliers de volontaires en dépassant les piliers de la société belge, notamment à l'occasion de la populaire récolte de fonds jadis organisée à ses débuts seulement le 11 novembre, de 11 à 11 heures, pour indiquer, au jour anniversaire de l'Armistice de 1918, que le Développement est le nouveau nom de la Paix, comme le **pape Paul VI** l'avait déclaré. Mais c'est aussi en permanence et à travers diverses campagnes que le CNCD 11.11.11 sensibilise la population aux enjeux de la citoyenneté mondiale et solidaire, de même qu'il interpelle les décideurs politiques.

Ainsi, le CNCD 11.11.11 a-t-il lancé, le 28 septembre dernier, une campagne de deux ans **pour la Justice fiscale** et pour laquelle il propose un dossier de 48 pages et une malle pédagogique.

Le principal enjeu de cette campagne concerne les bénéficiaires de entreprises multinationales qui ont triplé

depuis 1990, tandis que leur taux d'imposition est tombé de plus de 40 % à moins de 25 % et qu'à ce rythme, la moyenne mondiale de l'impôt sur les sociétés attendrait 0 % en 2052 !

Quant au Fonds Monétaire International (FMI), il estime à plus de 600 milliards de dollars américains par an le montant de l'évasion fiscale dans le monde, dont 20 milliards dans les pays en développement, alors que l'aide publique au développement plafonne à moins de 150 milliards. De là l'explosion des inégalités dans tous les pays, si bien que 19 % des richesses « profitent » à 99 % de la population mondiale et que les femmes en sont les principales victimes.

Tout en rappelant qu'avant la IIe guerre mondiale, les multinationales étaient, par exemple, taxées à environ 60 % aux USA et en dénonçant les échappatoires que ces entreprises emploient, le CNCND estime qu'il faut d'abord leur **imposer la transparence** via un rapport annuel pays par pays et qu'ensuite les États mettent en place **une fiscalité unitaire** considérant les multinationales comme une entité et non plus comme une multiplicité de filiales créées artificiellement pour déplacer les profits, mais aussi qu'ils fixent pour elles **une imposition minimale**. S'inscrivant dans le Réseau Justice fiscale, la campagne du CNCND 11.11.11 sera marquée par des temps de formation, des débats publics, des rencontres et la tournée d'une caravane en Wallonie et à Bruxelles, ainsi que par une présence dans les Festivals d'été et la mise sur pied de manifestations d'urgence telle que celles organisées pour le climat ou encore l'invitation à rejoindre Saint-Nicolas dans les diverses provinces **le 6 décembre de 12 à 14 h** sur le thème « Pas de cadeaux fiscaux pour les multinationales ».

Pour plus d'infos sur cette campagne : <https://www.cncd.be/Pourquoi-revendiquer-la-justice-fiscale> et auprès de brabantwallon@cncd.be, hainaut@cncd.be, liege@cncd.be, luxembourg@cncd.be et namur@cncd.be.

Du « Je » au « Nous » en Avent

« Dire nous comme les premiers chrétiens » est le titre de l'éditorial de la Gazette de L'Avent de 2019 signé par Mgr Delville, évêque de Liège et évêque référendaire pour l'Action Vivre Ensemble et l'ONG Entraide et Fraternité. Il y fait sien le constat de la concentration actuelle sur le(s)

« Je » et le rappel que la foi chrétienne est à la base « un nous », vu que Jésus faisait partie du peuple d'Israël et qu'il comptait douze apôtres, mais aussi que, dès le début, les chrétiens ont formé des communautés et pratiqué un « nous » dans trois aspects qu'il montre comme allant de pair : la prière, la fraternité et la solidarité. De là son invitation à être « les dignes émules des chrétiens des origines ».

Et c'est bien à répondre à cette invitation que l'Action Vivre Ensemble convie les chrétiens à l'occasion de la campagne d'Avent 2019 qui est encore centrée sur la défense et la promotion des droits humains, tout comme celle de 2018. De là l'affiche « Tous ensemble solidaires ! Les droits humains au cœur de 86 projets » de lutte contre la pauvreté qui seront soutenus grâce aux collectes prévues pour les 14 et 15 décembre dans les communautés chrétiennes et aux dons versés au compte BE91 7327 7777 7676 d'Action Vivre Ensemble.

Proposées dans une quinzaine de pages de la Gazette de L'Avent, qui est un annuel petit bulletin social, les présentations de ces projets sont autant d'invitations à « faire vivre des nous ». Mais l'est encore tout autant et même plus le dossier « Dire nous – conjuguer des solidarités au présent » avec pour principale rédactrice Catherine Daloze, ancienne responsable de l'hebdomadaire En Marche des Mutualités chrétiennes et à présent chargée des trop peu connues analyses et études publiées par Vivre Ensemble. Ce dossier de 50 pages a été inspiré et illustré par des fresques « Dire nous » du projet auquel ont contribué la Maison des Jeunes « Les Récollets » et la Ville de Verviers. Il a bénéficié d'un échange européen avec des artistes de Bulgarie, Bosnie, Portugal et Belgique et il a repris des extraits du livre « Dire nous. Contre les peurs et les haines, nos causes communes » du journaliste français Edwy Plenel. Celui-ci invite à cheminer tous ensemble, dans le souci des plus fragiles, à nous extirper des divisions, à sortir de la logique « eux contre nous » et « nous contre eux » pour dire des « nous » d'égalité, d'humanité ...

De là la réflexion émanant de Vivre Ensemble sur ces « nous » qui excluent, sur la nature prétendument égoïste de l'être humain. S'ensuit un parcours d'une dizaine de « nous solidaires » au cœur de l'actualité : des « nous accueillants » pour l'hébergement des personnes en

situations irrégulières, des « nous cohabitants », des « nous les plus pauvres », des « nous politiques » pour dépasser les embûches des représentations qui excluent et relever des « je » aux « nous » dans la façon de parler, de vivre et de partager pour rencontrer un défi à la fois personnel et collectif en considérant l'autre comme différent et en n'oubliant pas la mobilisation autour du climat....

Selon Catherine Daloze, « certains de ces 'nous' sont à formuler, d'autres à revendiquer, d'autres encore à vivifier. La liste n'est pas exhaustive. Elle témoigne, par contre, de nos pouvoirs d'agir de manière ouverte et solidaire. Elle fait état des combats menés par Vivre Ensemble et ses partenaires, pour conjuguer des solidarités au présent ».

Vendue 3 €, cette étude peut être demandée à commande@entraide.be ou être téléchargée gratuitement sur www.vivre-ensemble.be.

En plus de l'affiche de campagne et de la « Gazette de l'Avent », Action Vivre Ensemble propose encore ses « Pistes (NDR de célébrations) pour un Avent solidaire », et, à 4 €, quatre brefs contes pour enfants avec pistes d'animation.

Pour plus d'infos, consulter le site www.vivre-ensemble.be ou s'adresser à Vivre Ensemble, rue du Gouvernement provisoire, 1000 Bruxelles. Tél : 02.227.66.80 et contacts@vivre-ensemble.be ou encore auprès des permanents provinciaux de Wallonie de Vivre Ensemble-Entraide et Fraternité.

RACINES ET TRACES

Jean-Claude Servais en Piconrue

À côté de ses deux expositions permanentes « Les Âges de la Vie » et « La Maison des Légendes », En Piconrue - Musée de la Grande Ardenne- de Bastogne présente jusqu'au 27 septembre 2020, l'exposition « Jean-Claude Servais au-delà du trait » et publie, sous le même titre, un ouvrage de 244 pages évidemment richement illustré. En effet, le dessinateur Jean-Claude Servais est, après quarante ans de carrière et autant d'albums à succès, considéré comme l'un des auteurs majeurs du 9e art tant en Belgique qu'à l'étranger.

À travers une sélection de 120 planches originales et une scénographie immersive, l'exposition dévoile l'univers singulier mêlant réel et fantastique de ce dessinateur et raconteur d'histoires amoureux de la Gaume et de l'Ardenne. Son coup de crayon sensible et précis révèle son attachement à la terre, à la faune et à la flore, à la vie simple loin de la fièvre du monde civilisé, à l'imaginaire et aux mystères de la forêt et surtout à la femme qu'il croque sous les traits d'héroïnes libres, rebelles et sensuelles. Dans l'ouvrage illustré, vendu à 25 €, des contributions d'écrivains, historiens de l'art, anthropologues, chercheurs en traditions et en légendes ou collectionneurs y proposent des regards neufs sur l'œuvre de l'auteur de « La Tchalette », « Tendre Violette », « Isabelle », ... Elles montrent que les récits et images de Jean-Claude Servais sont une fenêtre ouverte sur le patrimoine culturel de toute une région (1).

À lire, un bel interview dans le numéro d'octobre du magazine *L'appel* dans lequel Jean-Claude Servais déclare notamment : « Je n'ai plus une bonne image de l'Église. Le pape est proche des pauvres, mais on voit bien qu'il ne peut pas faire certaines choses et que des gens en place ne veulent pas que cela change. Je m'entends très bien avec les moines (de l'abbaye d'Orval, NDR). Ils me respectent. Ma spiritualité est plutôt liée à la nature, cette vibration que l'on y ressent. Sans la nature, je ne suis rien et je n'existe pas. ».

(1) Piconrue, place en Piconrue, 2, 6600 Bastogne. Tél : 061.55.0.55 - info@piconrue.be et www.piconrue.be
Ouvert de 10 à 18h, sauf les lundis et les 24, 25 et 31 décembre et le 1er janvier.

Sœur Marie Edgard Masson, militante sans frontières

Sœur Marie-Edgard Masson est décédée à Virton le 21 août dernier à l'âge de 91 ans. Membre de la congrégation des Sœurs de la Doctrine chrétienne, elle avait été institutrice maternelle et ensuite aide-familiale, du fait de s'être rendue compte des difficultés rencontrées par bien des familles d'origines diverses de la région d'Athus et de la France voisine en désindustrialisation, à cause de faibles revenus, de pertes d'emplois et de maladies. De là ses engagements dans l'animation de quartier, l'organisation de vacances familiales dans un chalet dans les Vosges, au sein de Vie Féminine, mais aussi son ressourcement à

l'abbaye d'Orval et ses formations à l'Institut Supérieur de Culture Ouvrière (ISCO) et au centre de formation Cardijn (CEFOC) pour mieux comprendre les réalités économiques et sociales.

Comme retraitée très dynamique, elle a participé durant plus de trente-cinq ans au réseau des permanents et des bénévoles d'Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble, en y ayant été impliquée par l'abbé et ami **Gaby Krier**, ancien animateur prêtre pour ce tandem associatif et ancien doyen d'Athus. Elle s'est ainsi rendue auprès de partenaires du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo, et au Brésil pour en devenir une hôte accueillante et surtout une porte-parole de choc. Elle le fut aussi de bien d'autres partenaires du Sud et des initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de Wallonie et de Bruxelles soutenues par Vivre Ensemble.

Encore présente à la réunion du 20 juin des permanents et bénévoles d'Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble formant la Cellule Namur-Luxembourg (CENALUX), elle s'y était réjouie des premières informations relatives à la campagne d'Avent 2019 et au Carême de Partage 2020 qui reviendra sur la lutte des Haïtiens pour leur avenir. Mais elle avait aussi demandé à être mise au courant au sujet du Synode des Évêques sur l'Amazonie convoqué pour octobre par le pape François, alors qu'elle se souvenait du courage de ses hôtes brésiliens.

Des hommages ont émané de nombreux anciens et actuels permanents et bénévoles de Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble, toutes régions, générations et sensibilités confondues, en se souvenant des participations de sœur Marie-Edgard à d'annuelles journées d'étude. Ils rejoignaient ceux exprimés à Athus, à Virton et à Longwy, où avait fait partie d'une communauté européenne cette femme « dynamique, libre et positive, qui savait s'indigner et s'émerveiller ». Aussi, lors de ses funérailles, c'est d'abord à elle qu'étaient destinés les applaudissements ayant marqué la fin de l'homélie de l'abbé Krier.

Quant à **Amandine Henry**, tout en rappelant au nom de Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble, ce qui vient d'être indiqué, elle a aussi déclaré : « C'est grâce à toi, Marie-Edgard, sensible à la cause des plus fragilisés, qu'un bon nombre d'associations soutenues par Vivre Ensemble ont reçu le 'coup de pouce' nécessaire pour se lancer et remettre debout un bon nombre de personnes plus démunies dans notre société. Je pense entre autres à

l'association 'Pas à pas', à 'Solidarité Aubange', à 'Soleil du Cœur' et autres initiatives ... Ta connaissance de terrain manquera beaucoup à la Commission Projets Vivre Ensemble pour le Luxembourg, mais aussi à la CENALUX ... Je suis certaine que nous n'avons pas fini de rire en mémoire du véritable boute-en-train que tu étais avec humour. ».

Et concernant la solidarité avec les pays du Sud, la même porte-parole, jeune mère de famille, et animatrice pour le monde jeune, a ajouté : « D'année en année, tu organisais avec le groupe de Messancy le bol de riz, soirée théâtre, rencontres avec les partenaires du Congo, de Haïti ou des Philippines, pour interpeller sur les causes structurelles des dysfonctionnements dans le monde. Aussi très impliquée auprès des jeunes et des petits, c'est avec ferveur et détermination que tu mettais ta pédagogie en action pour les sensibiliser aux enjeux Nord-Sud, aux dures réalités vécues au Sud de la planète, par les migrants, à propos de la justice climatique et bien d'autres problématiques. Et pour reprendre une phrase d'une membre bénévole de la CENALUX qui t'était adressée à la suite de ton décès : 'J'espère que tu iras là-haut secouer les autorités pour que notre terre tourne plus juste'. Car le plus encourageant pour les futures générations, c'est que tu en es bien capable ! ».

Dès lors, il n'était pas étonnant de trouver au verso de la belle photo souvenir cette citation de l'évangile selon saint Matthieu : « Ce que vous avez fait aux plus petits d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait ».

Georges Thill, intellectuel et militant chrétien

Paru aux Presses universitaires de Namur sous le titre « Une pensée de l'écart et de la fête- Hommage à **Georges Thill** », un ouvrage collectif retrace le beau et riche cheminement de ce mathématicien et physicien, mais aussi chrétien de gauche qui a promu le développement durable et est décédé en 2019.

Né en 1932 à Murrange, commune de Bullange, à deux kilomètres de la frontière allemande, Georges Thill a l'allemand comme langue maternelle à la maison et un père comme instituteur puis directeur d'école primaire à Metzger, avec lequel il discute énormément. Ayant un grand-père agriculteur et maréchal-ferrant à Wolkrange, près de Messancy, Georges vit l'offensive von Rundstedt en 1944. Il fait ses humanités gréco-latines comme interne à

Bastogne, puis des candidatures en mathématiques à l'Université de Louvain et entre au noviciat des Oblats en 1953 en voulant partir pour le Japon où il n'ira pas. Il fait ensuite une licence en mathématiques, tout en éprouvant une préférence pour la physique, puis se forme à la philosophie à Velaine-lez-Tournai et à la théologie à Alost et au grand séminaire de Tournai avec le **chanoine Robert Guelluy**. Après son doctorat en sciences théologiques et alors qu'il vient d'être nommé aux Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur (FUNDP), Georges est invité par R. Guelluy à le remplacer en troisième cycle de la Faculté de Théologie pour un cours de théologie pastorale pendant plusieurs années.

Tout en poursuivant des études en physique théorique et en théologie à Paris, Georges travaille comme chercheur au Collège de France et fait la rencontre décisive avec **Michel de Certeau**, qui dirigera sa thèse sur des expériences de développement durable. De 1967 à 1973, il collabore au nouveau laboratoire interuniversitaire des Hautes Énergies à Bruxelles, en lien avec le CERN de Genève.

Nommé responsable de la formation des Oblats au 22 rue de l'Association à Bruxelles, Georges se réjouit d'être considéré comme un prêtre ouvrier et se comporte comme un croyant silencieux, comme un questionneur et pas comme un maître.

Aux FUNDP puis à l'Université de Namur, comme professeur au département Sciences, philosophies et sociétés, il enseigne au sein de la Faculté des Sciences. Mais il le fait aussi à l'Institut Supérieur de Culture Ouvrière (ISCO) où il apprécie le travail mené en équipe, tout en remettant en question le rôle des « experts » et en faisant une analyse socio-politique des professions. De plus, il est le créateur, l'animateur et le participant de nombreux réseaux, y compris internationaux, dans les mondes universitaires et autres. Ainsi est-il codirecteur de cours-séminaires sur les rapports entre sciences, technologies et société au centre interuniversitaire de Dubrovnik au temps de la Yougoslavie. Mais il investit aussi dans les camps-missions de l'asbl Culture-Loisirs-Tourisme et il collabore à La Revue Nouvelle durant cinquante ans.

Il fonde et assure la coordination du réseau mondial PRELUDE (Programme de recherches et de liaison universitaires pour le développement). Née en 1985 à Paris, cette ONG est membre de la consultation collective UNESCO/ONG de l'enseignement supérieur. Son premier

congrès a lieu à Namur en 1990, tandis que Georges Thill fait de nombreuses interventions à l'étranger, notamment en Afrique. S'y ajoutent la publication d'une revue bimestrielle et celle de l'ouvrage « Plaidoyer pour des universités citoyennes et responsables », dont on retrouvera des traces dans la déclaration d'Iquitos pour l'Enseignement supérieur en faveur du développement durable adoptée en 2014 par l'association internationale des Universités. De plus, bon nombre des thèmes traités dans le cadre de PRELUDE (Environnement, eau, santé, villes durables, éducation, place des femmes, développement, partenariats...) se retrouveront au centre des engagements pris en 2015 à l'ONU par 183 chefs d'État en 2015 dans le programme de développement durable.

Dans le livre d'hommage publié sous la direction de **Françoise Warrant**, experte au sein de la direction du Développement durable du Service public de Wallonie, sont repris en cinq chapitres les propos d'une vingtaine d'auteurs de Belgique et des pays suivants : Sénégal, Suisse, Danemark, France, Espagne, Grèce, Ukraine, Bénin ou encore de l'UNESCO.

Ainsi, comme responsable associatif dans les réseaux culturels en Wallonie et à Bruxelles, Camille Schmitz revient sur la participation de G. Thill à l'intéressante expérience post-Vatican II de l'Assemblée pour un concile des Wallons et des Bruxellois répercutée dans la Presse étrangère et aussi dans « Vers l'avenir » par notre ami **Jacques Briard**, alors que les évêques de Wallonie prenaient leurs distances vis-à-vis de cette initiative. « À la marge sans être marginalisé ! » est le titre de la contribution de Dominique Lambert (Unamur). Bernard Feltz (UCL) traite de Georges Thill et des rapports entre sciences et sociétés. Professeur émérite de l'UCL et directeur du programme FAST (Sciences et Technologies) à la Commission européenne de 1979 à 1994, **Riccardo Petrella** revient sur les apports de Thill concernant le co-développement comme alternative.

Pour les auteurs, ce qui frappe dans le parcours de Georges Thill, ce sont ses apports prémonitoires à propos de la sociologie et de l'anthropologie des sciences, de la co-construction de l'expertise, mais aussi sur la notion de santé publique vétérinaire et sur une solidarité entre toutes les espèces de la nature, sur le risque d'oublier des différences et les singularités, sur le potentiel précieux du contre-pouvoir du réseau associatif face aux institutions

Bulletin trimestriel du Mouvement Église-Wallonie dans un monde globalisé et interconnecté, ou encore sur la puissance que peut développer un réseau face aux enjeux soulevés par la technoscience.

De plus, lit-on encore dans l'ouvrage, « Georges Thill avait le souci de travailler sur l'écart, sur les limites. Il a dit de Dieu qu'il est 'l'absent réel' plutôt que le présent réel. Celui qui nous manque. Dieu, c'est l'Autre. 'L'autre de quelque continent qu'il soit, continue de me manquer, écrit-il. Georges a besoin de l'autre, car on ne fait pas la fête tout seul, pardi. ».

« Une pensée de l'écart et de la fête. Hommage à Georges Thill », Coordination éditoriale : Françoise Warrant, Presses universitaires de Namur.

Congrégations religieuses namuroises en fête

Le 11 novembre 2019, il y aura deux cents ans que la congrégation des Soeurs de Sainte-Marie était fondée à Namur par Dom Minsart, curé de la paroisse St-Loup. Elle ouvrira des écoles en Belgique, puis en Amérique du Nord, en Angleterre, au Congo, au Rwanda, au Cameroun et au Brésil. Aujourd'hui encore, avec des adultes et des jeunes, ces religieuses se font « guetteurs » au sein du monde scolaire et au-delà, alors que l'une d'entre elles, sœur Maire-Françoise, vient d'être nommée vicairie déléguée pour la vie consacrée par Mgr Warin, nouvel évêque de Namur.

Cet anniversaire a déjà été fêté en juillet dernier lors d'une messe célébrée en l'église St-Loup et du dévoilement d'une plaque à la rue Fumal, à l'issue de la tenue du Chapitre de la congrégation. Il le sera encore le lundi 11 novembre à Namur lors d'une après-midi avec la présentation d'une exposition et une conférence de Dominique Lambert, professeur à l'UNamur, sur le thème « Promouvoir l'humain à l'ère des technologies de pointe, mission impossible ou défi stimulant ? ».

De leur côté, les Soeurs de Notre-Dame de Namur ont fêté les noces d'or de la sainteté de leur fondatrice Julie Billiart lors d'une messe célébrée le 12 octobre en la cathédrale St-Aubain où Mgr Warin a encouragé à voir, comme la sainte, plus de bonté en chacun.

Cette autre congrégation enseignante s'est aussi développée dans tous les continents et elle accueille à présent dans sa maison-mère de Namur l'équipe de la radio RCF Belgique Sud

Regard sur le patrimoine de Wallonie, un livre, une exposition itinérante

Il y a onze ans, l'IPW éditait un ouvrage, « Cent merveilles de Wallonie », l'un en français, l'autre traduit en quatre langues. Au cœur de l'ouvrage des photographies de Guy Focant, photographe à l'administration du Patrimoine, accompagné de textes de différents auteurs. Succès de librairie, il a été tiré à 6500 exemplaires.

Aujourd'hui sort un nouvel ouvrage selon le même procédé, mais avec un changement majeur : laisser place à la subjectivité du photographe qui a sillonné la Wallonie pendant plus de trois décennies. Comme il est écrit dans la présentation à la presse : « cette fois-ci, Guy a posé un regard personnel sur ces monuments et ces sites wallons qu'il a tant photographiés au cours de ses trente années de carrière. L'angle choisi est ici énigmatique, amusant, pittoresque, voire interpellant, mais toujours juste ».



Une exposition sur le contenu de l'ouvrage a été montée. Elle sera itinérante :

Archéoforum de Liège (16/10 au 1/12),
Écurie de Waterloo (16/1 au 24/2),
Centre culturel de Soumagne (4/03 au 30/03),
Syndicat d'initiative de Braine-le-Château (7/05 au 22/06 à confirmer),
Hôpital Notre-Dame à la Rose de Lessines (24/06 au 31/08 à confirmer),
Office du Tourisme de Tournai (04/11 au 17/12),
et d'autres lieux en 2020 et 2021.

Joseph Anciaux, en repos en terre wallonne

Faulx-les-Tombes, petit village du Namurois, est au cœur d'un environnement composé de bois et de prairies. Au centre, une imposante église, Saint-Joseph des Tombes, dont l'architecte est **Henri Beyaert**, connu pour ses réalisations mais aussi pour avoir eu son portrait dans un des derniers billets de 100 francs belges. La décoration intérieure est de **Paul Hankar**, autre nom connu.

Presque en face, le cimetière et dans un coin, derrière quelques arbres, une tombe familiale architecturée, au nom d'Anciaux. Sur la stèle la plus récente, on relève le nom de « l'abbé **Joseph Anciaux**, ancien missionnaire ». Derrière cette appellation, il y a un personnage peu -et pas assez- connu, dont l'ouvrage d'**Édouard Brion** (1), a mis au jour l'étonnante destinée. Né à Namur en 1858, il passa sa jeunesse dans le château, situé à quelques mètres de la tombe familiale. Ordonné prêtre, il exercera dans différents lieux du Namurois avant de partir en 1896 aux États-Unis où il réalisera le projet de sa vie : être prêtre parmi les Noirs.

Tâche difficile dans un pays où les Noirs sont rejetés par l'ensemble de la société, et du côté catholique par une grande partie du clergé et des laïcs ainsi que par l'épiscopat. Celui-ci fut hostile à ses actions et propositions, car l'abbé Anciaux militait pour un changement des comportements individuels, mais aussi pour des réformes de structure.

D'une santé fragile, il rentre définitivement en Belgique en 1921, pour mourir le 23 février 1931 à la clinique d'Arlon.

Cette aventure humaine (et humanitaire) ne peut être ignorée en Wallonie, et particulièrement à **Faulx-les-Tombes**. Aussi Église-Wallonie demande aux autorités communales de Gesves (Faulx fait partie de cette entité depuis la fusion des communes) de remettre en état la tombe de la famille Anciaux et de rendre vivante sa mémoire, par une plaque et une information au sein de la commune, de cet « apôtre des Noirs ».

(1)Édouard Brion, « Joseph Anciaux. Un prêtre wallon au service des Noirs américains », Namur, 2013, Éditions Fidélité, 90 pages. Recension dans *Église-Wallonie*, n°2/2014, pp.4-6.



POUR FAIRE SPITER LE WALLON

Dernié Pèlerinâge

Avant qu'on n'demolisse èl' dernière de nos fosses
 D'ai fait l'tournée des ruines, mè nié come ée gros boss.
 C'ée ée vrai k'mègne de croix avec ses estations
 Nouiyés devins l'tristesse èyé l'désolation.
 D'e m'arrètos souvint devins m'pèlerinâge
 Bustant à çu qu'a sté l'histoire des charbonnages ;
 À tous ces ponfes esclaves dins quate planques de feyau
 Monrts au service des fosses sans leu part de gatiâu.

Ed busios à les cieugnes qu'on loyé leu carcasse
 Dins les veines du grand Trait, du Fief, ou bié d'Marcasse(1)
 El carbon contot d'pu qu'ée ponfe petit ouvié ;
 On n'fesot nié grand cas d'èl viie d'ée carbenié.
 Monrts èyé d'jônes viellards rondgés pa l'maladie,
 Les vinves, les orphelégnes, les victimes du grisoû,
 El malheur qu'arrivot casimin tous les djoûs.

Dernier Pèlerinage

Avant qu'on ne démolisse le dernier de nos charbonnages
 J'ai fait la tournée des ruines, mais pas comme un grand patron.
 C'est un vrai chemin de croix avec ses stations
 Noyées de la tristesse et la désolation.
 Je m'arrêtais durant mon pèlerinage
 Pensant à ce qu'a été l'histoire des charbonnages ;
 À tous ces pauvres esclaves dans quatre planches de bois

Morts au service des charbonnages sans leur part de gâteau.

Je pensais à ceux qui ont laissé leur cadavre
 Dans les veines du grand Trait, du Fief ou du Marcasse (1)
 Le charbon comptait plus qu'un petit ouvrier ;
 On ne faisait pas grand cas de la vie d'un mineur.
 Toute l'histoire de nos charbonnages est une longue tragédie
 Des morts et des jeunes vieillards rongés par la maladie,
 Les veuves, les orphelins, les victimes du grisou,
 Le malheur qui arrivait presque tous les jours.

Poème de **Fernand Dufrasne**, conteur borain de **Quaregnon**, reçu de notre ami l'**abbé André Michel**

(1) Le grand Trait (Frameries), le Fief de Lambrechies (Pâturages) et Marcasse (Wasmès), furent trois charbonnages qui connurent chacun une grande catastrophe. Fermé le 31 mars 1976, le charbonnage de Hensies fut le dernier de la région Mons Borinage.

POUR PLUS D'INFOS

-Courrier à Église-Wallonie, Cortil du Coq Hardy, Verte Voie, 20, 1348 Louvain-la-Neuve
 -Courriel : eglise-walloine@ymail.com
 -Site: www.eglise-wallonie.be
 -Forum électronique avec messages quasi quotidiens: http://groups.yahoo.com/neo/eglise_wallonie
 Président-éditeur responsable : Luc Maréchal.

POUR SOUTENIR Église-Wallonie

-Cotisation annuelle : 20 € ou DON (merci !)
 -Uniquement service du Bulletin (quatre numéros par an): 10 €
 à verser au compte BE31 0011 6110 5255
 d'Église-Wallonie, 1348 Louvain-la-Neuve.